

miques s'unissent afin de maintenir le juste équilibre dans notre régime économique.

On a déjà dit que le coût de la production et les salaires sont la raison des prix élevés qui existent depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. On a, naturellement, affirmé que les prix élevés sont la cause du chômage actuel. J'estime qu'on pourrait dire avec tout autant de force que les salaires et les prix élevés sont peut-être une des raisons pour lesquelles nous avons, au Canada le niveau de vie le plus élevé de tous les pays du monde. L'argument n'est donc guère valable. Nous ne pouvons tout avoir. Il me semble que nous devrions étudier certains facteurs économiques qui ont causé l'état de choses actuel.

On se rappelle que, pendant la guerre, nos usines ont considérablement augmenté notre capacité de production. Les travaux de recherche et d'expansion ont suscité la dépense de vastes sommes et l'économie nationale s'est trouvée en mesure d'établir des normes très élevées. Mais quelle est la cause des prix élevés? Il importe, à mon avis, de ne pas oublier que, pendant la guerre, la plupart des non-combattants ont fait certains sacrifices. Ils ont acheté des obligations d'épargne de guerre, ils ont travaillé plus fort et, dans bien des cas, ils ont dû se priver des agréments de l'existence.

Je me rappelle qu'au début de la guerre, dans la petite ville où je demeure, quelque 1,200 employés possédaient environ 800 automobiles. Presque tous les travailleurs conduisaient leur auto. Mais, pendant la guerre, personne, dans la ville, n'a pu s'acheter une auto neuve, alors qu'il s'en est beaucoup vendu à des agriculteurs ou à des gens qui étaient mieux en mesure d'obtenir des pneus et de l'essence pour l'accomplissement de leur besogne. A regarder en arrière, on se dit évidemment que ce n'étaient que de légers sacrifices; toutefois, nous les avons acceptés et, à cause de cela, il s'est produit un vaste essor.

Ce n'est pas que nous ayons, grâce à nos sacrifices et à nos engagements financiers, entièrement assuré les fonds nécessaires à la poursuite de la guerre. L'argent a été créé de diverses façons, de telle sorte qu'après la guerre il se trouvait dans les banques des espèces et des valeurs pouvant être transformées en espèces pour un montant environ trois fois plus élevé qu'avant la guerre. Malgré ce vaste essor et malgré le stimulant à la production, notre production n'a guère augmenté de plus du double. Sans une certaine mesure d'imposition, qui aurait été pour ainsi dire l'équivalent d'une confiscation, il était inévitable qu'un équilibre devait s'établir entre les salaires, les prix et la production. Les syndicats ouvriers ne pouvaient échapper à leur obligation de maintenir l'équilibre

entre le salaire des employés et les bénéfices des employeurs. A mon avis, ils n'ont été ni arrogants ni déraisonnables.

L'honorable préopinant a répété ce qu'affirme la CCF, savoir que le problème aurait été résolu à ce moment-là par l'établissement d'une régie des prix. Je ne puis accepter cette prétention. Je l'ai désapprouvée dès qu'on a supprimé la réglementation des prix et je continuerai de la désapprouver tant que j'aurai foi dans le régime de la libre entreprise. Je ne pense pas que telle était la solution de notre problème.

La réglementation des prix n'aurait pu entraîner autre chose que l'étatisme ou un nouveau régime de bureaucrates et d'ingérence qui aurait eu pour résultat d'abaisser la production. Il y aurait eu beaucoup de contrebande, de marché noir et bien d'autres choses encore.

Il y a un autre aspect de cette question qui concerne les États-Unis, avec lesquels nous avons des liens économiques très étroits. C'est notre plus grand débouché; mais, à la fin de la guerre, ils n'ont pas jugé bon de maintenir la réglementation des salaires et des prix. Si nous avions maintenu la réglementation des salaires et des prix, il aurait également fallu maintenir la réglementation des exportations, car je ne puis concevoir qu'un industriel ait pu fabriquer et vendre des articles chez nous à un prix qui était bloqué, s'il pouvait les vendre outre-frontière. Les salaires et les prix augmentant là-bas, le Canadien moyen serait demeuré dans un état très déplorable.

On invoque toutes sortes d'arguments au sujet de la réglementation des prix, mais en voilà un qu'on devrait examiner, à mon sens. L'objection fondamentale et la plus importante c'est que cela mène à l'étatisme et nous savons tous que les pays qui ont eu recours à l'étatisme n'ont pas réussi à atteindre à un niveau de vie comparable à celui dont nous jouissons dans notre pays. Cela seul devrait constituer un argument suffisant.

Il y a aussi la question de ceux qui sont employés dans les industries canadiennes dont les marchés sont protégés par des mesures douanières. Certaines de ces industries approvisionnent le marché intérieur exclusivement et ce sont peut-être les mieux favorisées. Mais ceux qui travaillent dans des industries qui dépendent dans une large mesure du marché d'exportation et qui subissent ses fluctuations, ne sont pas en aussi bonne posture. On ne peut s'attendre que ces gens qui travaillent dans ces industries adoptent un niveau de vie inférieur à celui de leurs concitoyens. Leur niveau de vie doit demeurer